

De l'après révolution à l'avant démocratie

Alain Touraine

1. LA SAGA RÉVOLUTIONNAIRE

L'Amérique latine a bien été un continent révolutionnaire même si cette époque est maintenant très éloignée de nous et n'existe plus que dans la mémoire de quelques descendants de révolutionnaires devenus entre-temps gouvernants, généraux ou écrivains. Parler de l'Amérique latine au 20^e siècle, c'est d'abord parler de la révolution mexicaine et pour beaucoup c'est la seule image qu'ils ont du continent tout entier avant la Deuxième guerre mondiale. A juste titre en somme car la révolution mexicaine qu'on peut placer entre 1910 et 1917, a été un

bouleversement aussi profond que la révolution française en France ou que la révolution soviétique en Russie. Rompant une période de modernisation intense à la fois technocratique et autoritaire, la révolution mexicaine vit s'entrecroiser les trois grandes forces qui vont dominer le continent jusqu'à sa phase finale. D'abord la montée d'une bourgeoisie urbaine qui était aussi une classe moyenne anti-oligarchique, laïque, souvent organisée par la franc-maçonnerie, ayant souvent aussi des appuis dans l'armée comme c'était le cas, à la même époque, dans la Turquie de Mustapha Kemal. A la chaleur brûlante du déchaînement révolutionnaire et surtout de la contre-révolution brutale de Huerta, cette révolution, qu'il n'est pas très utile d'appeler bourgeoise, se transforma en un gigantesque appareil du gouvernement, en un parti unique et aussi en une force militaire capable d'écraser les résistances locales et surtout d'écraser les mouvements sociaux, complexes comme celui du nord, et comme celui plus fortement animé par une conscience paysanne d'Emiliano Zapata. Formation d'une nouvelle classe ou élite dirigeante, présence de forces contre-révolutionnaires faisant appel facilement aux armes, grondements réprimés mais jamais supprimés de l'immense masse de ceux qui étaient aussi extérieurs au pouvoir des nouveaux dirigeants que des anciens, se sont les caractéristiques, rapidement détruites de cette révolution mexicaine dont l'ombre se projeta sur l'ensemble du continent.

Il faut y ajouter un mouvement d'une toute autre nature mais dont l'influence fut au moins aussi durable, le mouvement de Córdoba, lancé par les étudiants argentins et qui eu des répercussions dans tout le continent et de manière très directe au Chili, dans la “génération de l'année 20”. Ce mouvement comportait une aile modérée et une aile révolutionnaire; celle-ci fut plus forte et cette supériorité se retrouvera dans les milieux intellectuels et étudiants de tout le continent jusqu'à la période des dictatures militaires du sud. Ces deux caractéristiques se complètent: c'est parce qu'il existe partout une vaste masse urbaine et rurale d'exclus, sans ressources, sans droits et sans influence, écrasés par les grands propriétaires mais aussi par les nouveaux gouvernements civils ou militaires qu'en l'absence d'un processus démocratique ou tout au moins ouvert de traitement de ces revendications populaires, le monde étudiant et intellectuel a joué un rôle de premier plan que ni les mouvements paysans ni les syndicalismes qui se développent rapidement ne purent jouer. Pendant ce premier demi-siècle la vie politique du continent se développe presque toute entière en dehors de la scène proprement politique, tellement celle-ci est réduite, fragile et même souvent corrompue. On sent toujours la présence des sans voix et on entend la voix des sans pouvoir, des intellectuels protégés par leur nombre croissant et l'image d'ascension sociale que donne à beaucoup le rôle croissant des universités. Le monde de la *parole* comme le monde du *sang* pour reprendre les

deux termes dont j'ai fait le titre de mon livre sur l'Amérique latine (*La parole et le sang*, 1988) ont constamment été plus bruyants et plus visibles que le monde du travail, des rapports sociaux, des réformes induites par les syndicats et les groupes d'intérêts ou les institutions politiques elles-mêmes. Si on appliquait à cette rapide description la définition classique donnée par Lénine des situations révolutionnaires on dirait que l'Amérique latine est en situation partiellement révolutionnaire, car les institutions politiques ne sont pas capables de traiter les problèmes sociaux, pas plus que dans la Russie tsariste mais en même temps, les forces sociales n'ont ni autonomie ni organisation et rencontrent un mélange d'Etat et de forces sociales qui a une capacité réelle d'intégration et d'élargissement mais qui n'a ni la volonté ni la possibilité de faire les grandes réformes que tous attendent, c'est-à-dire de réduire une inégalité sociale écrasante et d'ouvrir les portes du système politique aux catégories très nombreuses, parfois plus de la moitié de la population qui est exclue des jeux du pouvoir.

2. Cette période, marquée par l'esprit révolutionnaire s'acheva avec la révolution bolivienne de 1952 précédée par des mouvements paysans animés par un mouvement ouvrier et dirigés par un gouvernement révolutionnaire sous la direction de Paz Estenssoro, qui n'a pas eu d'équivalent pendant la seconde moitié du siècle, période pendant laquelle beaucoup de situations demeurèrent révolutionnaires mais presque aucune ne se transforma en

un mouvement et une action proprement révolutionnaires. Dans beaucoup de pays on assista à l’élargissement de la zone d’influence de l’Etat grâce surtout à des interventions directes dans le monde syndical, comme dans l’Argentine de Perón et dans de nombreux pays. La limite entre ce national populisme et les régimes autoritaires de type européen, en particulier celui de Mussolini ne fut jamais clair, bien que l’élargissement de la zone centrale contrôlée par le pouvoir populiste ait augmenté dans presque tous les cas et en particulier dans celui de l’Argentine mais aussi au total dans la longue domination du Brésil par Vargas. L’Apra péruvienne et à plus grande échelle le cardénisme mexicain furent des exemples de grande importance de ce réformisme d’Etat qui tenait volontiers un langage révolutionnaire quitte à noyer dans le sang des mouvements ouvriers révolutionnaires, en particulier dans les zones minières.

Mais si ce type politique, les régimes nationaux populaires, ont dominé la scène latino-américaine pendant très longtemps et par conséquent si le fait majeur fut presque partout le mélange des catégories politiques et des catégories sociales, de l’intervention de l’Etat et des mouvements sociaux, nous sommes plus sensibles aujourd’hui qu’il y a trente ans à la faiblesse de ces régimes et au maintien ou même au renforcement de structures économiques et sociales qu’on a réunies sous le nom de *dépendance*, thème qui a joué le rôle le plus important dans la pensée et l’action politique du continent et dont

l'influence est loin d'avoir disparu. L'idée de dépendance a eu deux dimensions principales. La première est de nature économique, il s'agit de ce que des économistes comme O. Sunkel ont appelé le dualisme structurel, dont certains sociologues très connus comme Pablo Gonzalez Casanova ou Rodolfo Stavenhagen au Mexique ont tiré la notion de *colonialisme* interne qui décrivait bien ce qu'on appelle plus communément aujourd'hui l'exclusion. L'autre aspect de la dépendance est qu'elle empêche la formation de mouvements sociaux indépendants et capables de s'emparer du pouvoir. Ces mouvements sociaux qui sont si souvent dominés par un Etat interventionniste sont, de nombreuses fois aussi, des mouvements lancés par des élites politiques ou intellectuelles révolutionnaires mais dont le programme ne pouvait pas être la mobilisation sociale de forces populaires, désorganisées par le dualisme structurel et se transformait donc en attaque directe contre l'Etat, maillon le plus faible de la chaîne de la dépendance, ce qui s'est traduit concrètement par la préférence donnée aux guérillas sur les mouvements de masse urbains. Le cas le plus important de cette nouvelle dynamique fut ce qu'on a appelé la révolution cubaine et qui ne fut pas au sens stricte une révolution mais le triomphe d'une guérilla contre un pouvoir d'Etat corrompu et fragilisé tandis que Fidel Castro renforçait la guérilla et limitait l'aide à apporter au mouvement populaire urbain. Cette orientation fut rendue tout à fait claire par Fidel Castro dès sa prise de pouvoir à la Havane. Il n'avait

jamais caché son mépris pour les régimes latino-américains, nationalistes et populistes et pendant son voyage aux Etats-Unis, peu après son arrivée au pouvoir il définit très clairement sa politique comme étant avant tout nationaliste, anti-impérialiste, dans la lignée des Martí, ce qui l'entraîna rapidement à se ranger dans le camp de l'Union soviétique alors que se déchaînait la guerre froide. La scène politique latino-américaine a été non pas dominée mais marquée profondément par l'importance des guérillas, d'abord des guérillas rurales puis des guérillas urbaines et enfin des guérillas qui tendaient à se transformer en une armée révolutionnaire comme le Sendero lumínoso au Pérou. Le propre des guérillas est qu'elles sont menées par des hommes et surtout de jeunes hommes venus de la ville et surtout de classe moyenne éduquée, qui défendent les intérêts des paysans écrasés par des maîtres nationaux et étrangers, mais sans s'identifier à ce monde paysan ni même souvent sans le connaître comme l'a indiqué le cas extrême de la guérilla du Che Guevara en Bolivie qui se termina si tragiquement.

La notion de *foco* élaborée en grande partie par Régis Debray a donné une forme extrême à cette conception, plus extrême que la conception leniniste de l'avant-garde car le *foco* doit être mobile, capable d'action rapide et brutale en particulier contre l'appareil d'Etat ou contre des agents de la domination étrangère. Un *foco revolucionario* ne conquiert pas un territoire, ne s'installe pas

dans une région libérée; il cherche à créer un effet de surprise capable d'affaiblir l'adversaire et d'entraîner indirectement au moins des masses populaires dans la rupture avec un système de domination dont la faiblesse est désormais démontrée. Ce type d'action qui s'appliqua d'abord au Venezuela se répandit dans de nombreux pays mais sans mettre vraiment en danger des régimes qui reposaient sur un pouvoir urbain puisque l'Amérique latine dès cette époque est déjà devenue un continent urbain. De là l'importance extrême prise très vite par des guérillas urbaines, véritable mouvement insurrectionnel clandestin ou presque sorti de la clandestinité comme le mouvement des Tupamaros en Uruguay et ses équivalents dans d'autres pays en particulier en Argentine avec les Montoneros. Le siècle a été marqué partout et profondément par l'action des guérillas et par sa contrepartie c'est-à-dire la faiblesse ou l'absence de mouvement de masse, de grandes mobilisations populaires. Ici encore, comme dans la période précédente, les mobilisations sociales ne s'imposent jamais dans le système politique si les situations sont souvent révolutionnaires et si les discours le sont presque toujours, il y a peu de mobilisations révolutionnaires entraînant une nation ou une grande partie de son peuple, le seul exemple important étant celui du Nicaragua tout au moins pendant la première époque du mouvement sandiniste qui entraîna presque toutes les catégories de la population dans une lutte contre un Etat qui était encore plus traditionaliste qu'autoritaire.

Il est simple d'établir un lien direct entre la poussée des guérillas et les réactions autoritaires souvent d'une extrême violence des forces armées et des catégories sociales dominantes qui se sentaient directement menacées. Les frasques sanglantes laissées par ces régimes militaires ne sont pas effacées pas plus que les disparus n'ont été oubliés, de telle sorte que l'ensemble guérillas contre guérillas ou idéologie révolutionnaire et coup d'état militaire a occupé une grande partie de la deuxième moitié du 20^e siècle dans de nombreux pays. Mais il n'est pas possible ici de passer en revue tous les cas qui présentent évidemment chacun des caractères très spécifiques, l'horreur extrême ayant été atteinte en Argentine, la force d'un projet contre-révolutionnaire et libéral à la fois ayant été le propre du gouvernement de Pinochet au Chili, tandis que la phase la plus brutale du coup d'état militaire brésilien durait peu, de 1968 à 1972, et était suivie d'une longue phase d'affaiblissement du régime militaire et d'ouverture très progressive et très lente de la vie politique. La conclusion qui doit être affirmée avec force est que cette histoire résumée ainsi en quelques mots n'est pas l'histoire d'une révolution, encore moins de guerres civiles. Les économistes et sociologues d'inspiration marxiste ont de bons arguments pour trouver l'explication de cette faiblesse des acteurs révolutionnaires dans la nature même de l'économie et de sa dépendance qui ne profite pas seulement aux intérêts étrangers mais divise, fragmente les forces populaires et permet donc à la fois leur manipulation et leur répression.

Et même si on doit se limiter à une évocation très succincte de cette époque on ne peut pas se dispenser de s'interroger sur la nature du phénomène le plus visible et qui a soulevé les plus grandes passions dans de nombreuses parties du monde, *l'Unité populaire chilienne*. En fait, il n'est pas possible de proposer une interprétation de l'histoire politique du continent sans l'appuyer en tout premier lieu sur une interprétation de l'Unité populaire chilienne, de l'arrivée au pouvoir puis de la chute et de la mort tragique d'Allende au moment du coup d'état militaire du 11 septembre 1973.

3. Autant on peut parcourir à grande vitesse l'histoire politique du continent tout entier autant il faut proposer avec prudence mais aussi clarté l'analyse que mérite une histoire du Chili pendant le gouvernement d'unité populaire et ensuite pendant la dictature du général Pinochet. Un tel examen est indispensable parce que beaucoup, s'appuyant sur de forts arguments, voient dans ce moment de l'histoire chilienne l'avancée la plus grande de la pensée et de l'action révolutionnaires. D'autres, dont l'orientation est exactement opposée, voient dans ces années l'expression d'un désordre politique dont la base est dans la Constitution même qui permet l'élection d'un président minoritaire (au Chili comme dans bien d'autres pays du continent) de telle sorte que la démocratie chrétienne qui avait permis l'arrivée de l'Unité populaire au pouvoir, décida trois ans plus tard de mettre fin à un régime qui lui semblait déboucher sur un mélange de dé-

sorganisation économique et de poussée révolutionnaire et provoqua la chute du gouvernement légal, bien que celui-ci ait reçu un appui populaire important lors des élections du printemps 1973. Ces deux interprétations extrêmes dont la première est plus solide et plus riche que la seconde me semble devoir être écartées. Malgré la complexité des événements, et surtout au-delà de la complexité et peut-être même de l'incohérence de Salvador Allende, j'ai toujours défendu une thèse différente selon laquelle la dimension prédominante de l'Unité populaire fut la dimension démocratique, mais qui ne parvint jamais ni à s'imposer à tous ses partisans ni à empêcher la réaction violente de ses adversaires. Plus précisément la dimension démocratique de l'action de Salvador Allende fut affaiblie beaucoup moins par le passage à l'action révolutionnaire que par la faiblesse des acteurs politiques eux-mêmes et en particulier du Parti socialiste qui fit preuve constamment d'une forte hostilité à l'égard de Salvador Allende, qui trouva au contraire son principal soutien dans la centrale syndicale, la CUT, alors contrôlée par le Parti communiste. Ce qu'on appelle le "sectarisme" signifia en réalité la fragmentation des forces politiques et en particulier du Parti socialiste et donc la décomposition de l'instrument politique indispensable à une action démocratique qui progressait en même temps, en particulier grâce à la réforme agraire mais aussi par des attaques directes contre un pouvoir économique extrêmement concentré. Un des arguments les plus forts

en faveur de cette interprétation est que l'opinion mondiale et en particulier latino-américaine et européenne a réagi avec beaucoup plus d'émotion et de passion aux événements chiliens qu'à ce qui se passait en Argentine, en Uruguay et au Brésil. Ce qui a été expliqué par tous de manière explicite comme l'émotion plus grande suscitée par la chute d'une démocratie que par des régimes eux-mêmes en forte décomposition et au bord de la guerre civile. Il n'est pas nécessaire que tous les acteurs politiques au Chili aient été conduits par une conscience démocratique à toute épreuve. Il suffit de souligner que l'organisation relativement forte des forces populaires et en particulier du syndicalisme dont le gros des troupes se trouvait dans les grandes entreprises minières a permis d'établir un lien entre mouvements sociaux et action politique qui n'existant pas ailleurs. Nul ne peut nier la gravité mortelle de la désorganisation économique qui étouffa le Chili en 1973 pas plus qu'on ne doit sous-estimer l'intervention des Etats-Unis pour préparer la chute de ce régime en apportant d'avance un soutien décisif au coup d'état militaire. Mais il ne faut en aucun cas réduire les années de l'Unité populaire en un affrontement entre des groupes révolutionnaires et un projet d'intervention armée étranger. Ce serait dénaturer la nature profonde et la plus positive de l'Unité populaire qui a connu la seule tentative importante de liaison étroite entre les forces des mouvements sociaux et une action politique.

4. Les dictatures militaires, il faut le rappeler, ne sont nulles parts tombées, renversées par un mouvement po-

pulaire. C'est la guerre des Malouines qui a mis fin à la dictature en Argentine, c'est après une longue période de transition sans opposition de l'armée qu'un début de démocratie a été installé au Brésil et le cas du Chili est le plus étrange, puisque si le général Pinochet a perdu le pouvoir à la suite d'un référendum il a néanmoins gardé des positions de pouvoir. Sa Constitution est restée en vigueur et le Chili a connu une sorte d'autocensure qui a été jusqu'à retarder la création d'archives publiques sur les assassinats et les disparitions. Inutile d'opposer aux dictatures militaires la volonté démocratique profonde des peuples. Les élections elles-mêmes, partout rétablies, n'indiquent pas nécessairement la victoire de la démocratie, comme on peut le constater en Iran. Si on va au-delà de ces observations qui portent sur les institutions, on ne voit pas davantage de demande sociale forte pour transformer des sociétés qui reposent toutes sur une très forte inégalité est même sur la mise en marge d'une partie de la population. Des résultats économiques favorables aux pauvres sont enregistrés dans quelques pays, avant tout au Chili, n'ont pas modifié ou très peu une inégalité sociale qui reste partout supérieure à ce qu'elle est ailleurs.

Au cours des années récentes la situation économique s'est améliorée, ce qui a entraîné une certaine baisse des tensions sociales. La croissance a réapparu dans un certain nombre de pays et après la catastrophe de 2001 elle a été si forte en Argentine que ce pays a récupéré une partie importante du terrain perdu, bien que la pauvre-

té reste massive et visible dans des grandes villes et en particulier dans l'agglomération de Buenos Aires. Les exportations vers la Chine ont apporté de grandes ressources à presque tous les pays, le poids de la dette extérieure a disparu ou a été allégé, aussi bien au Brésil qu'en Argentine où le président vénézuelien Chávez a apporté une aide considérable au gouvernement Kirchner. L'attention internationale se portant avant tout sur le Moyen-Orient, il n'y a pas de grandes mobilisations en Amérique latine pour ou contre un traité de libre échange avec les Etats-Unis, qui eux-mêmes ont perdu du fait de leur politique en Irak et dans tout le Moyen-Orient une partie importante de leur prestige et de leur influence. Le bruit des armes se fait peu entendre mais le bruit des manifestations pour une démocratie politique ou sociale plus forte ne se font pas entendre davantage. L'Amérique centrale vit dans un état de non droit où la loi est remplacée par des affrontements entre des gangs; il n'y a pas eu de mobilisation sociale après la victoire de Lula au Brésil dont tout le monde pourtant attendait de grandes initiatives capables de transformer cette société. La vie politique argentine est d'une grande pauvreté, ce qui donne une stabilité artificielle au gouvernement que Monsieur Kirchner va vraisemblablement transférer à sa femme avec les prochaines élections. Le Mexique lui-même où se repèrent les principaux mouvements populaires du continent en général attendait que la victoire de Lopez Obrador à l'élection présidentielle marque un élargissement

du système politique qui était considéré comme particulièrement étroit et corrompu avant lui. L'échec de Lopez Obrador et la politique d'inutile résistance qu'il a opposée aux résultats électoraux ne font que rendre plus visible l'importance d'une exclusion politique qui se place à un niveau aussi élevé que l'exclusion économique. Certains pays ont connu des changements de gouvernement qui marquaient un progrès à la fois dans la gestion et dans les affirmations d'une politique sociale — on peut mentionner la République Dominicaine et les aspects positifs de la politique du président Leonel Fernández — mais l'Amérique latine ne fait pas preuve au cours des dernières décennies d'une impatience ou d'un espoir démocratique fortement marqué. On est même tenté de penser le contraire et de rapprocher l'Amérique latine de l'Europe qui connaît, plus fortement encore, un épuisement de la sociale démocratie qui fait suite à la quasi disparition des partis communistes.

On ne peut pas ici s'engager dans un débat de théorie politique sur la nature et les conditions de la démocratie. Mais il est impossible de discuter de son avenir et même de sa situation présente en Amérique latine aujourd'hui sans s'engager au préalable sur des éléments de définition, même si ceux-ci ne répondent pas à toutes les préoccupations de la théorie politique. L'idée qui est le plus directement en cause dans l'analyse présente est: existe-t-il ou non des forces soit sociales soit politiques soit même idéologiques qui agissent efficacement en faveur

du renforcement d'un processus politique allant de bas en haut, du peuple au pouvoir et qui livre ainsi un combat contre l'ensemble des processus qui conduisent de haut en bas, de l'Etat au peuple, pour employer un langage dont l'ambiguïté est particulièrement dangereuse. L'histoire européenne mais aussi en grande partie latino-américaine nous a depuis longtemps habitués à situer la démocratie là où des peuples se soulèvent contre des oligarchies ou des autorités, là où l'opinion nationale n'est pas soumise à des *diktats* étrangers et surtout là où les acteurs et les décisions politiques sont considérées comme légitimes, parce qu'en accord avec les choix librement exprimés de la majorité de la population ou de ses représentants. Aucun pays d'Amérique latine ne peut prétendre exercer un contrôle entièrement libre sur ses activités et ses décisions. Par conséquent le mot démocratie doit être réservé aux actions et surtout aux processus institutionnels à travers lesquels tend à se renverser la ligne du pouvoir de haut en bas par une autre ligne qui va de bas en haut, ce qui implique de considérer que les demandes populaires dépassent toujours et de beaucoup les acquis possibles des combats proprement politiques. Cette démocratie vivante n'est évidemment possible que si la majorité de la population a une certaine confiance dans les institutions. Lorsqu'il s'agit d'actes politiques très spécialisés ou de prises de position idéologique générale, on peut accepter, au moins dans une certaine mesure, le jugement des experts. Mais lorsqu'il s'agit

de choix engageant l'avenir de la nation et de n'importe quelle collectivité, l'esprit démocratique est plus exigeant, il a besoin de s'affirmer lui-même à partir d'une définition de son contraire. On ne peut pas parler de politique démocratique lorsqu'il s'agit de politique fiscale, de réforme de l'éducation, de lutte contre la ségrégation urbaine, si on ne voit pas une réflexion des initiatives qui manifestent directement la volonté de placer la souveraineté dans l'ensemble de la société ou dans les catégories les plus nombreuses et la volonté claire de combattre les tendances toujours très fortes qui cherchent à faire partir la décision d'en haut. L'Amérique latine est silencieuse, comme l'est aussi l'Europe, où la force des intérêts organisés et en particulier des syndicats patronaux ou de salariés donnent une plus grande visibilité aux débats politiques mais sans qu'apparaisse l'idée des grands choix qui ont pendant si longtemps déchiré une opinion publique et demandé des mesures plus radicales à des gouvernements. Cette affirmation semble trop générale. Il faut en effet mentionner l'importance relative des *piqueteros* en Argentine après l'écroulement économique de 2001, mais il est très difficile de considérer ceci comme la base d'un nouveau mouvement démocratique.

Ce qu'on aperçoit sur le continent c'est l'apparition tonitruante du président Chávez à la tête d'un Venezuela qui dispose d'immenses ressources pétrolières. Mais même si Chávez a gagné des élections contre des adversaires qui ne peuvent pas être considérés comme des démocrates

irréprochables, la formation d'une politique nouvelle, la capacité de lutter contre les ennemis de la justice et de la liberté rendent impossible d'appeler démocratique le mouvement de Chávez dont tout indique qu'il doit aboutir à une militarisation du Venezuela analogue à celle qu'a connu Cuba pendant sa grande époque.

En revanche, dira-t-on, le régime vénézuélien appuie, surtout en Bolivie et en Equateur, des régimes qu'on peut appeler démocratiques dans la mesure où ils cherchent à échapper au pouvoir. Cet argument est convainquant et en particulier la victoire des présidents des deux pays mentionnés mérite le qualificatif de démocratique. Le président Morales s'est heurté clairement à l'hostilité des milieux économiquement dominants de son pays, regroupés à Santa Cruz et l'Equateur a connu une telle succession d'élections frauduleuses et de présidents corrompus qu'on peut considérer la victoire du président Correa comme engageant son pays dans une voie démocratique. Revenant en arrière on pourrait dire aussi et cela a été dit par la grande majorité de l'opinion publique internationale que la victoire de Fidel Castro et le renversement de Batista étaient des victoires de la démocratie. De tels jugements peuvent être aisément rejetés; c'est le plus facile dans le cas de Cuba où le nouveau régime a montré rapidement son caractère dictatorial et de surveillance policière de la population. Ce n'est pas vrai dans le cas de la Bolivie actuelle mais ce qui est en doute est la capacité d'un mouvement d'inspiration démocratique de nour-

rir une action gouvernementale à la fois démocratique et réaliste c'est-à-dire correspondant aux possibilités existantes à un moment actuel. La Bolivie d'aujourd'hui est avant tout fragile; sa capacité de gouvernance est faible, la cohérence des décisions prises est difficile à dégager et surtout l'avenir du pays ne semble pas encore décidé, étant donné la grande influence exercée par Chávez et de l'autre côté l'importance des interventions internationales et en particulier brésiliennes pour faire participer la Bolivie à l'économie du continent, en particulier par l'intermédiaire de son gaz. L'intention démocratique, dont la présence semble devoir être retenue, n'a pas fait la preuve qu'elle pouvait se transformer en gouvernement démocratique, en politique démocratique et en capacité de mobilisation sociale indispensable à obtenir pour surmonter les obstacles intérieurs et extérieurs les plus dangereux. Inversement dans des cas qui ont suscité beaucoup moins d'exaltation on peut probablement parler de politique démocratique, même si c'est avec prudence. Je ne vois pas de raison de refuser ce qualificatif à l'Argentine de Kirchner où la vie politique est faible et où les efforts faits pour réorganiser l'investissement national sont très insuffisants. L'absence d'une opposition véritable au moment de l'élection actuelle indique bien que l'ensemble du processus politique argentin ne peut pas être défini en premier lieu comme démocratique, et encore moins comme anti-démocratique. L'exception la plus nette à ce schéma général est une fois encore le Chili. Ses élections

sont démocratiques et la longue emprise du général Pinochet et de ses partisans sur la vie politique chilienne, même après leur défaite au référendum semble assurer pour le Chili un avenir démocratique et un renforcement des institutions. Mais même dans ce cas là et de manière parallèle dans les pays européens dont les institutions démocratiques apparaissent les plus solides, le Royaume-Uni en premier lieu, il est difficile de trouver aujourd’hui l’équivalent des mouvements qui ont successivement renversé les monarchies absolues puis le mouvement ouvrier sous toutes ses formes pour la conquête des droits des travailleurs. On ne voit nulle part non plus l’équivalent de ce qui a été et dans les pays colonisés et dans les pays colonisateurs de grands mouvements pour la décolonisation et enfin le mouvement des femmes n’a pas pris en Amérique latine l’importance qu’il a conquise dans quelques pays européens, même si l’image donnée de l’Amérique latine dans ce domaine est très souvent éloignée de la réalité.

Il faut poser la question plus brutalement: où que se soit dans le monde, l’idée de démocratie a-t-elle encore un sens ou le maintien des libertés publiques et d’un libre choix politique n’est-il pas largement suffisant aujourd’hui pour parler de démocratie alors que la toute puissance du marché, la lutte pour l’hégémonie politique, la mobilisation de forces religieuses d’un type ou d’un autre, toujours anti-démocratiques, semblent envahir l’histoire du présent? N’est-il pas anachronique de chercher aujourd’hui

l'équivalent des actions collectives qui ont porté la liberté et la justice en avant pendant une longue période surtout en Europe, aux Etats-Unis et dans les grands pays du *Commonwealth*? Une telle conclusion qui peut peut-être invoquer le bon sens comme sa justification principale me semble *inacceptable*, car un tel renoncement à une image positive et dynamique de la démocratie abouti à laisser le champ libre à toutes les initiatives anti-démocratiques et à fermer l'action démocratique dans les limites étroites des formes d'action défensives qui ne peuvent que reculer le moment de la défaite.

Peut-on donner une expression plus précise de ce qui vient d'être dit? Il est indispensable de croire à la possibilité comme à la nécessité d'une telle réponse. Elle tient dans le mot même qui est en cause ici. La démocratie ne consiste pas seulement à assurer une juste représentation des intérêts et des opinions des uns et des autres; elle ne vise même pas seulement à résister à toutes les formes de pouvoir absolu; elle n'a de sens que si elle croit à la possibilité de créer une société de libre choix, une société de souveraineté du peuple, une société décidée librement à reconnaître la primauté du droit sur l'intérêt et sur la force. Tel est le problème central, tel est l'obstacle partout présent à la démocratie. Les sociétés qui se considèrent comme responsables d'elles-mêmes et qui veulent se définir librement elles-mêmes sont en fait le plus souvent dans le monde d'aujourd'hui des sociétés qui invoquent leur *identité* nationale ou religieuse ou ethnique et qui

constitue donc les ennemis les plus acharnés de la démocratie. Lorsque les pouvoirs politiques et sociaux étaient tout proches au niveau du propriétaire ou du pouvoir local il était relativement facile d'imaginer la nation comme la libération de toutes les formes de servitude et la nation est devenue l'équivalent de la société libre dans de nombreux pays latino-américains, en particulier sous la double inspiration des Etats-Unis d'Amérique et de la France, l'une et l'autre ayant exercé la plus grande influence sur les colonies espagnoles dans leur guerre de libération. Aujourd'hui comment éviter que l'appel à la nation, à la collectivité locale, à la communauté soient des forces répressives et réactionnaires qui enferment dans l'identité et dans une nature imposée par l'histoire et par la biologie. Il n'y a pas de réponse facile à cette question mais il y a une observation facile à faire; c'est que la plus grande partie des pays, des régions et des groupes sociaux aujourd'hui n'ont pas conscience de cette nécessité, d'un retour d'action elle-même comme agent de leur propre histoire. On parle de globalisation, de transmission des données en temps réel mais aussi d'affrontements militaires et religieux, tout se passe comme si de tous côtés on avait renoncé à être acteur de soi-même et à reconnaître que l'ensemble de la population humaine devrait avoir un accès à cette liberté fondamentale qui est la liberté de se choisir non pas en fonction d'une nature particulière, spécifique, d'une identité mais en fonction de critères universalistes qui doivent s'appliquer dans

un champs politique mais avec un contenu social et tout autant avec un ou plusieurs contenus culturels. L'Amérique latine dans son ensemble est éloignée de ce nouveau champ de la vie politique, elle est dans une large mesure dégagée du poids écrasant de la dépendance; elle est plus incluse qu'exclue dans le système mondial; elle offre à une certaine partie de sa population des possibilités d'évolution mais il est impossible de créer une conscience de citoyenneté là où il n'existe pas une volonté active de lutter contre toutes les formes d'exclusion et en particulier contre les formes les plus extrêmes d'inégalité, de discrimination et de ségrégation. Les pays européens qui ont profité de longues périodes de liberté et de grands progrès accomplis grâce à des mouvements sociaux, ne sont pas plus actifs que les autres aujourd'hui dans la recherche d'une telle construction d'une citoyenneté. Ils se mobilisent souvent affectivement et même économiquement en faveur des plus déshérités dans le monde entier ou même, moins souvent, sur leur propre territoire, mais s'il fallait définir d'un mot l'Europe d'aujourd'hui il faudrait la nommer "*uncommitted*", c'est-à-dire qu'elle combat un certain nombre d'engagement des autres qui lui semblent dangereux mais elle ne s'engage elle-même en faveur d'aucune réforme positive; au contraire de plus en plus elle remplace l'idée de la recherche de la justice par celle de la bonne gestion d'une société réduite à une entité budgétaire. Une société qui se comporte ainsi à l'égard d'elle-même court à sa perte, elle ne peut pas faire

re vivre en elle l'idée démocratique. Il peut sembler que je m'écarte ici, et de plus en plus, d'une analyse des situations concrètes des pays latino-américains pour me laisser emporter vers une réflexion générale sur la démocratie et sur ses ennemis. Non seulement cette interprétation est fausse mais elle nous montre bien où est la difficulté principale dans la construction et la défense de la démocratie. Celle-ci n'est rien d'autre que le triomphe du droit sur l'intérêt, de l'universel sur le particulier; une société démocratique n'est pas une société qui procède à des élections libres et justes, c'est une société qui a la volonté et la capacité de se construire elle-même à travers la loi en premier lieu, à travers des modes de gouvernance de gestion aussi, à travers la possibilité donnée aux plus faibles de se faire entendre alors qu'ils ne disposent pas à l'accès aux moyens de communication. C'est cet ensemble de conduites collectives et de représentations de soi-même qui constitue la démocratie et c'est parce que nos sociétés sont, pourrait-on dire, de moins en moins conscientes d'elles-mêmes, dans la mesure où elles sont prises dans un écheveau de plus en plus complexe de décisions, de situations, d'images, etc. que la notion de démocratie se vide de son sens et on peut aujourd'hui se demander ce qui permet d'appeler tel ou tel grand pays où sont respectées les libertés publiques un pays démocratique s'il n'y a tout simplement plus de citoyens de ce pays mais des groupes d'intérêts, des communautés ethniques ou religieuses, des minorités cherchant seulement

à se dégager de l'emprise de la majorité et des majorités cherchant à refouler le plus loin possible les minorités qui mettent en cause son pouvoir et son caractère majoritaire lui-même. La vie publique, l'espace public, pour reprendre l'expression allemande, sont largement vidés alors même que des progrès importants ont été accomplis dans le domaine de la vie privée, de la reconnaissance d'une diversité d'opinions mais aussi de pratiques sociales, culturelles et intellectuelles. Nous ne sommes pas emportés dans un mouvement qui nous entraînerait tous vers une dépendance de plus en plus générale et de plus en plus difficile à combattre. Ce pessimisme n'a pas de fondement. Nous sommes, pour beaucoup d'entre nous, et en particulier sur le continent latino-américain, plus libres que nous ne l'avons été dans le passé, ce qui veut dire aussi que nous sommes plus responsables et que nous devons nous poser avec plus de vigueur le problème de notre volonté et de notre capacité de créer des institutions, mais plus encore des conduites, mais plus encore un esprit des représentations conformes à ce qu'est l'idéal démocratique.

Pour de très bonnes raisons, pendant longtemps, nous avons donné la priorité à ce qu'on appelait les problèmes économiques et sociaux. Dans certains pays, en particulier les pays les plus riches, on a attribué une importance majeure aux problèmes qui concernaient le plus directement la vie quotidienne et en particulier à la condition des femmes et aussi à celle des enfants. Sur

tous ces points là il ne faut accepter aucun recul mais il faut que soient prolongées toutes ces actions comme des apports à la grande œuvre d'aujourd'hui et de demain qui doit être, au-delà des formules usées, de créer un état de liberté responsable, une capacité d'invention d'une société politique soumise au principe central du *droit à la citoyenneté* et capable de lutter contre tous les particularismes qu'ils soient culturels, économiques et sociaux. Tout se passe comme si ce qu'on peut appeler d'un terme contestable le monde occidental avait épuisé ses capacités de lutte et de progrès tandis que dans d'autres parties du monde apparaissent, se développent avec une rapidité extraordinaire des types de sociétés complètement différents et pour lesquels peut-être le problème de la démocratie n'est même plus posé. Ce n'est donc pas seulement de l'avenir de la terre qu'il faut se préoccuper mais aussi de l'avenir de ce que nous avons considérer si longtemps comme ce qu'il y a d'humain dans la vie humaine c'est-à-dire la capacité de respecter dans chacun d'entre-nous un principe fondamental *d'égalité* qui se traduit par des lois égales pour tous, par l'idée de *citoyenneté* et par la capacité donc de nous réinventer comme des êtres politiques. Il est nécessaire que dans toutes les parties du monde et en particulier de ce monde occidental où les distances entre les trois continents Amérique du Nord, du Sud et Europe tendent plutôt à diminuer en partie grâce aux communications et à la consommation de masse, il est nécessaire et même urgent que réapparaisse le

souci d'une création volontaire de soi-même, de l'invention d'une société libre telle que nous l'avons connue au cours des quatre ou cinq derniers siècles. Se serait une erreur de croire qu'une telle réflexion doit être réservée aux pays les plus riches, c'est-à-dire à ceux où est la plus faible proportion des exclus et des marginaux. C'est dans tous les pays, au même degré, au même moment que doit être mené ce travail de réinvention de l'histoire qui a été la nôtre et d'invention d'un avenir qui soit fidèle à ce qui a constitué notre passé pendant une durée qui est déjà longue. L'urgence est à la réflexion sur soi, au respect de la dignité de chacun et à la volonté de vivre selon les lois c'est-à-dire selon les formes d'égalité que nous décidons nous-mêmes.

Peut-on considérer que l'Amérique latine est une terre favorable à cette prise de conscience du nouveau sens que doit avoir pour nous la démocratie?

Je pense que oui parce que l'Amérique latine est confrontée à une inégalité qui est inacceptable et qui bloque son développement, à la nécessité de réhabiliter des cultures détruites ou méprisées et confrontée aussi à la diffusion rapide de nouvelles formes de vie religieuse, en particulier les évangélistes.

L'Europe est encore plus dominée par un rationalisme et un sécularisme qui lui ont valu de grands succès, mais je mets plus d'espoir dans le continent "non" qu'est l'Amérique latine que dans le continent "oui" qu'est l'Europe. Et cette reconstruction de la démocratie serait en-

core plus rapide et solide avec les femmes, non seulement l'élite sociale formée à l'étranger, mais les femmes des milieux où sont nombreuses les familles monoparentales (c'est-à-dire gérées par une femme) et qui ont montré souvent leur compréhension des besoins nouveaux de la population qui ne peuvent être satisfaits que par une démocratie.